

**PREFECTURE  
DES COTES . DU . NORD**

Direction  
de l'Administration générale  
et de la Réglementation

BP : 70

TEL : 61.19.50

Poste: **2429**

4ème Bureau  
Environnement

**NL/ER**

**XNR**

**82.1.4.IC.530**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION  
de l'ENVIRONNEMENT SOUMISES A AUTORISATION

LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DES COTES-DU-NORD

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux instal-  
lations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret N° 77.1133 du 21 Septembre 1977;

VU le décret N° 53.578 du 20 Mai 1953 modifié,  
portant nomenclature des installations classées;

VU les arrêtés règlementaires relatifs aux pres-  
criptions imposées aux installations soumises à déclaration;

VU la demande présentée par **M. Bernard LE HERRER** de-  
meurant à **LANNEBERT**, au lieu-dit "La Petite Lande" en vue d'être  
autorisé à installer et exploiter à cette adresse (section A 336  
764) un poulailler de 30 000 volailles, en extension d'un élevage  
existant de 20 000 animaux, installation classée pour la protection  
de l'environnement, soumise à autorisation;

VU les plans et documents annexés à cette demande;

VU les résultats de l'enquête publique;

VU la délibération du conseil municipal  
de **LANNEBERT**, en date du **8 Juin 1982**;

VU les avis des Chefs de Services départementaux  
des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Sécurité  
Civile, de l'Equipement,  
émis respectivement les **1er juin, 24 Juin, 9 juin et 16 juillet**  
**1982.**  
**/favorable**

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installa-  
tions classées, en date du **30 août 1982**;  
**/favorable**

VU l'avis émis par le Conseil départemental  
d'Hygiène en sa séance du **10 septembre 1982**

VU les observations formulées par le demandeur  
en application de l'article 11 du décret N° 77.1133 du 21  
Septembre 1977;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général  
des Côtes-du-Nord,

.....

A R R E T E :

ARTICLE 1er -

M. Bernard LE HERRER est autorisé à exploiter à LANNEDERT, au lieu-dit "La Petite Lande" (section A 336 et 764) un élevage de volailles de 50 000 animaux comprenant :

- élevage existant jusqu'à présent non déclaré - 20 000 animaux
- élevage à créer ..... - 30 000 animaux

installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation.

ARTICLE 2 -

du respect

Cette autorisation est accordée sous réserve des conditions suivantes :

- 1° - Observation des prescriptions générales ci-jointes de l'arrêté préfectoral du 25 Juillet 1980 (rubrique 58 6°);
- 2° - Conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté, lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1° ci-dessus;
- 3° - Dératisations et désinsectisations périodiques;
- 4° - Installation, à proximité d'une issue, d'extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique et aménagement d'un point d'eau sous pression accessible aux engins de lutte contre l'incendie;

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit destiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Commissaire de la République du département des Côtes-du-Nord dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

.....

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de **LANNEDERT** pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de **M. Bernard LE NERRER**.

Un avis sera inséré par les soins du Commissaire de la République et aux frais de **M. Bernard LE NERRER** dans deux journaux d'annonces légales du département

ARTICLE 7 -

M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,  
~~M. le Commissaire-adjoint de la République~~  
~~de l'arrondissement de~~  
M. le Maire de **LANNEDERT**  
M. le Directeur des Services Vétérinaires,  
Inspecteur des Installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à **M. Bernard LE NERRER**

pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 22 SEP 1982

LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
Pour le Commissaire de la République,  
le Secrétaire Général  
Signé Yves HENRY

POUR COPIE CONFORME  
L'attaché, chef de bureau



E. ARDOUIN